

Notre gouvernement croit dans la libéralisation du commerce parce qu'elle a créé une prospérité sans précédent au Canada depuis plus de 40 ans. La libéralisation du commerce a fait ses preuves au Canada.

Nous n'avons pas à choisir entre nos trois initiatives commerciales, parce qu'elles sont toutes trois nécessaires et complémentaires. Le GATT reconnaît ceci parce qu'il établit des règles pour promouvoir un environnement commercial libre et qu'il prévoit spécifiquement des accords de libre-échange. Le GATT a endossé l'ALE et l'ALENA parce que ce sont des accords qui favorisent un accroissement du commerce international et qui avantagent ainsi tous ses membres.

J'aimerais maintenant vous parler de chacune de nos trois grandes initiatives commerciales internationales et vous expliquer comment elles peuvent aider les Canadiens à s'adapter et à prospérer dans l'environnement commercial international toujours plus concurrentiel du 21^e siècle.

Le Canada a toujours fortement appuyé le GATT, et nous avons fait de grands efforts pour assurer le succès de l'Uruguay Round. Nous ne savons pas encore si ce Round va réussir. L'avenir du GATT dépend de l'attitude du Congrès des États-Unis ainsi que du règlement des différends qui opposent Américains et Européens sur la question agricole.

Le GATT est-il important pour le Manitoba?

Cela ne fait aucun doute.

Les guerres aux subventions agricoles que se livrent Américains et Européens ont défavorisé les céréaliculteurs manitobains et les industries de Winnipeg, de Brandon et d'autres localités qui les appuient. Selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), le soutien et la protection accordés au secteur agricole ont, en 1989 seulement, coûté quelque 250 milliards de dollars aux 24 nations les plus riches du monde. Et c'est dans l'Ouest canadien que ce subventionnement à outrance a été le plus coûteux.

Le gouvernement fédéral a fourni des milliards de dollars aux producteurs de l'Ouest pour les aider à survivre. Mais ce n'est qu'une solution temporaire. Nous devons négocier au GATT un ensemble de règles multinationalement convenues sur le commerce des produits agricoles pour obtenir des conditions équitables qui permettront à nos producteurs de soutenir la concurrence sur la base de leurs avantages naturels et non sur le dos de contribuables canadiens de plus en plus lourdement taxés.